



case postale 6503
1211 Genève 6

Rapport d'activité 2022

Mobile: 079 509 31 10
agrisodu@bluewin.ch
www.agrisodu.ch
IBAN CH30 0900 0000 17747 7905 1

Fonctionnement de la Plateforme

La Plateforme continue à fonctionner grâce au travail bénévole de ses membres, Philippe Sauvin pour le secrétariat et Christine Schilter pour la trésorerie et la prise des PV. La présidence est toujours assurée par Noé Graff, vigneron à Begnins.

Comité:

- Le comité s'est réuni deux fois en 2022. Y ont participé cinq à sept personnes, représentantes des différentes organisations-membres. Divers membres du comité se sont retrouvés lors de différentes actions et à d'autres occasions. Les séances du comité sont ouvertes à toute personne désirant y participer et font l'objet d'un PV, diffusé largement (comité élargi = personnes intéressées), amendé et accepté lors du comité suivant.
- Lors des séances du comité sont également présentes des personnes invitées pour traiter de thèmes touchant aux activités de la Plateforme.
- La Plateforme pour une agriculture socialement durable s'associe ponctuellement à d'autres organisations pour des actions et interventions dont les objectifs et buts concordent.

En ce qui nous concerne:

Lors de sa séance d'octobre 2022 et au vu d'une participation de membres de plus en plus vieillissants, nous avons décidé de réduire nos activités et d'encourager les membres de la Plateforme de continuer à veiller aux conditions de travail des ouvriers et ouvrières agricoles par le message ci-dessous:

Chers membres de la Plateforme pour une agriculture socialement durable,

Depuis plus de vingt ans la Plateforme lutte contre des conditions de travail trop souvent désastreuses dans l'agriculture industrielle et s'engage pour renforcer une agriculture paysanne. De nombreuses pétitions, propositions ou courriers ont été adressés autant aux autorités qu'aux représentant·es de l'agriculture en Suisse pour améliorer les conditions de vie et de travail des personnes embauchées dans le secteur agricole. Les associations de consommateur·trices ainsi que le public ont été largement informés des graves conséquences de la politique agricole menée actuellement, faisant disparaître de nombreuses fermes chaque année. La concentration de la production agricole dans des exploitations de plus en plus grandes conduit au remplacement de paysan·nes relativement indépendant·es par des personnes employées souvent dans des statuts précaires.

Malgré toutes les rigidités caractérisant le monde agricole helvétique et la pression exercée sur les métiers de l'agriculture par la globalisation des marchés, nous avons pu obtenir quelques succès. Nous pouvons citer par exemple: Les heures de travail légales pour les employé·es agricoles ont ainsi été limitées à 45 heures dans le canton de Genève et le label « Bio » a intégré un minimum de conditions sociales. La Plateforme a également soutenu de nombreuses luttes dans d'autres pays comme celles du SOC/SAT en Andalousie, celle du Codetras dans le sud de la France ou celle de La Via Campesina pour la souveraineté alimentaire et la « déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales » (UNDROP), adoptée en 2018.

Lors de la réunion du comité de la Plateforme le 31 octobre 2022, celui-ci a dû constater que seules quelques têtes grises assuraient le suivi de son engagement et que la pérennité de l'association n'était pas assurée. C'est pourquoi, le comité propose de réduire, du moins temporairement, ses activités en attendant que des forces nouvelles s'impliquent dans cette lutte qui devrait concerner toutes celles et ceux qui voudraient que leurs plats du jour soient issus d'une agriculture saine et sociale. Par ailleurs, le comité renonce à percevoir les cotisations pour l'année 2023. Elle invite ses membres à contribuer par des propositions d'avenir lors de la prochaine AG de la Plateforme.

Alors que la Plateforme diminue ses activités, de nouveaux chantiers de lutte se mettent en place. Lors de sa séance, le comité a eu le plaisir d'accueillir un représentant de la Semaine du goût qui a présenté le projet d'une « Assurance sociale alimentaire ». Ce projet, dont les contours plus précis sont encore en élaboration, pourrait aussi amener à une agriculture plus sociale. En France un projet similaire a démarré il y a quelques années : le « Collectif pour une Sécurité sociale de l'alimentation ».

En espérant qu'une large prise de conscience des enjeux autour de l'alimentation ait lieu, le comité remercie ses membres pour leur participation.

Activités

Souveraineté alimentaire:

- En 2022, comme chaque année, la Plateforme pour une agriculture socialement durable a participé à la mobilisation de la Journée des luttes paysannes le 17 avril pour l'accès à la terre, à l'eau et aux semences. Evènement initié par la Via Campesina en 1996.
- La pandémie Covid 19, qui a coïncidé avec la crise climatique, nous rappelle la fragilité de nos sociétés et souligne l'importance de systèmes alimentaires résilients permettant aux populations l'accès à une alimentation saine et de qualité. Cette préoccupation se reflète dans les débats de société autour du libre-échange (Indonésie, Mercosur, etc.), de l'utilisation de pesticides de synthèse, de la qualité de l'eau et de l'élevage industriel ainsi que du transport de fourrages et de l'usage d'antibiotiques liés à l'élevage.
- La Souveraineté alimentaire occupe toujours une place importante dans les activités de la Plateforme, qui maintient sa contribution, en 2022, lors des discussions ou débats qui continuent à être menés sur cette thématique.
- La Plateforme assure, avec d'autres organisations, le suivi de la mise en œuvre de la déclaration sur les droits des paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales (ONU), en diffusant le texte lors d'événements et sur son site. <http://www.agrisodu.ch/content/blogcategory/48/112/lang.fr/>

Promotion des valeurs du label « Genève Région – Terre Avenir »:

- La Plateforme participe aux discussions autour du contrat-type de travail agricole que ce soit à Genève (avec la CRCT), ou dans d'autres cantons, avec les organisations patronales et syndicales.
- Mise en avant régulière du label GRTA lors des discussions entre partenaires sociaux dans divers cantons dans le cadre de la rénovation du contrat-type agricole, label qui permet, entre autres, aux producteurs genevois d'avoir des débouchés plus stables.

Œuvrer à l'harmonisation des conditions de travail des salarié·e·s au niveau national:

- A la suite des Assises pour une agriculture solidaire de février 2020 à Berne et de la pétition lancée en mai 2021 et déposée en automne 2021 à Berne et Zürich, la Plateforme continue à se battre pour de meilleures conditions de travail en Suisse, malgré le fait que les deux pétitions ont été rejetées en bloc par les gouvernements et parlements bernois et zurichois.

Autres:

- Soutien continu au SOC/SAT (syndicat des ouvriers et ouvrières agricoles) du Sud de l'Espagne pour leur programme de formation syndicale de jeunes immigré·e·s et locaux. <http://www.agrisodu.ch/content/blogcategory/40/106/lang.fr/>
- Suivi des activités et contacts réguliers en lien avec la Coordination de la Via Campesina/ ECVV (France / Italie / Espagne).
- Continuation de la collaboration avec Sezonieri-Kampagne (OGB) en Autriche. <http://www.sezonieri.at>
- Soutien au Codetras, qui défend les travailleurs et travailleuses étrangères dans l'agriculture depuis 20 ans, principalement dans les Bouches-du-Rhône. <http://www.codetras.org/>.
- Soutien et conseils à plusieurs étudiant·e·s pour leurs travaux (bachelor, master).
- Parution régulière de plusieurs articles, rédigés par ou en collaboration avec des membres de la Plateforme dans la presse spécialisée en Suisse romande et allemande (agricole, syndicale, consommateurs·trices, migrant·e·s, etc.) en 2022.
- Internet : la Plateforme actualise régulièrement son propre site Internet en français et en allemand, www.agrisodu.ch. Nombre d'informations y figurent !

Perspectives

En Suisse comme dans le reste du monde, deux conceptions diamétralement opposées se confrontent:

- d'une part, la production agricole industrialisée, fortement émettrice de CO2 de par ses techniques culturales (grandes surfaces, haute mécanisation, usage de pesticides et engrais de synthèse, semences et plantes brevetées et génétiquement modifiées -y compris la nanotechnologie-, vente et achat ou location de terres hors frontières d'où migrations forcées des populations rurales, agrocarburants, utilisation à outrance des réserves d'eau, déforestation au profit de cultures pour l'exportation, mainmise sur la production et commercialisation par de grands groupes financiers, concurrence effrénée qui se traduit par la péjoration des conditions de travail, la destruction de l'environnement, l'explosion des pandémies et la mise à mal de la santé des populations et de la planète...

- d'autre part, l'agriculture paysanne qui, basée sur le maintien du savoir-faire et de la main-d'œuvre familiale, sur une production qui préserve la biodiversité et les sols, sur une consommation locale et sur l'accès à la terre par les jeunes producteurs et productrices, sur le maintien et le développement des infrastructures rurales (écoles, commerce local, santé, transformation des produits agricoles, artisanat, préservation et production de semences locales et adaptées, conditions de travail équitables)... qui propose nombre de solutions aux différents maux cités ci-dessus et, surtout, peut diminuer fortement les émissions de CO2 en les captant par des techniques culturelles appropriées (agro-foresterie, permaculture, etc.).

Nous le répétons, le changement climatique et les migrations dues aux pertes de terres des populations rurales (accaparement de terres, inondations, glissements de terrain, incendies ...) représentent également de grands défis pour l'agriculture !

L'agriculture industrielle se développe au détriment de l'agriculture paysanne ! (voir aussi le rapport d'experts de l'ONU sur l'agriculture de l'IAASTD d'avril 2008). Les enjeux sont énormes !

De par la composition large de ses membres, acteurs et actrices de la filière, la Plateforme pour une agriculture socialement durable estime devoir jouer un rôle dans les prises de positions futures concernant l'agriculture suisse. Malgré un impact direct restreint de son action, la Plateforme est régulièrement sollicitée et fait référence d'interlocutrice compétente. Les revendications et objectifs de son Manifeste restent toujours et encore d'actualité.

Genève, le 3 avril 2023

Pour le secrétariat, Philippe Sauvin et le président Noé Graff